

Quelle part jouera l'exigence environnementale ?

©D.
R.



Une étude scientifique commandée par l'Agence de presse britannique Associated Press (AP, independent.co.uk) indique que le risque de contamination par des virus dans les eaux des sites olympiques de Rio, Ipanema et Copacabana, serait 1,9 million de fois supérieur à ce qui est considéré comme alarmant en Europe.

Ces sites sont prévus pour abriter des compétitions féminines des Jeux olympiques mais aussi ils sont censés accueillir des milliers de touristes. "Trois cuillères à café d'eau de Rio suffiront à donner un virus aux nageurs en eau libre". On apprend aussi, dans cette étude, qu'en mars 2015, des prélèvements avaient révélé la présence de 1,73 milliard d'adénovirus par litre, c'est-à-dire des virus assimilables à des rhumes "carabinés". Valerie Harwood, directrice du département de biologie de l'université de Floride, au USA, a déclaré en guise de mise en garde à l'Agence britannique : "Ne mettez pas votre tête sous l'eau...ceux qui le font risquent de tomber gravement malades". Dans les faits, ces avertissements médiatisés et de conjoncture ne révèlent pas l'étendue des atteintes à l'environnement. Car, comme partout ailleurs, une fois que les projecteurs des jeux auront été éteints, ceux des médias changeront de cible. Les jeux d'hiver de Sotchi en Russie en sont le parfait exemple. Dans le pays de Poutine, les militants écologistes réprimés et empêchés de manifester, au moment des razzias sur les forêts et les sites protégés, sont maintenant considérés "comme des extrémistes et des terroristes par le gouvernement russe".

Les conséquences environnementales de ces Jeux olympiques, restent encore à évaluer, d'autant que depuis que Sotchi n'est plus le "centre du monde", les compensations environnementales promises par le Kremlin ne

sont plus à l'ordre du jour. Le dernier communiqué de presse du comité d'organisation des jeux (CO) qui date du 4 février 2014 (les jeux se sont déroulés du 7 au 23 février) indiquait qu'un groupe d'experts russes et internationaux ont estimé le cout écologique des jeux à 360 000 tonnes d'équivalent CO2. Ce comité ajoute : "Au total, grâce aux technologies à haute efficacité énergétique mises en place à travers le pays dans des domaines tels que les infrastructures, l'industrie et l'agriculture, les gaz à effet de serre ont été réduits de plus de 500 000 tonnes depuis mars 2013, ce qui dépasse déjà les objectifs". Le même texte informe que "des projets de compensation ont été développés en Russie, au Brésil et en Corée du Sud (prochains pays hôtes de Jeux olympiques)". Ce n'est pas l'avis des associations de défense de l'environnement, qui ont quitté ce comité en 2010, déjà.

Mais les aberrations dans l'organisation des grandes manifestations sportives internationales ne manquent pas. Il y a une dizaine d'années, le Comité international olympique (CIO) avait reconnu officiellement l'environnement comme la troisième dimension de l'Olympisme et que par conséquent "les questions environnementales font aujourd'hui partie intégrante du processus d'évaluation et de sélection des candidatures...". Pour la Coupe du monde de football de 2022 au Qatar, 12 stades seront construits dans le désert, à ciel ouvert avec la climatisation. Le coût de la climatisation est estimé à 35 milliards d'euros, c'est presque autant que le coût total des Jeux de Sotchi, corruption incluse. Plus de 400 travailleurs népalais ont déjà trouvé la mort dans les travaux (The Guardian), quant au bilan écologique si on peut en parler devant un tel drame, il sera cette fois-ci camouflé, sans peine, par le robinet de l'argent des énergies fossiles dont regorge l'émirat.

Tout n'est pas noir

À ce rythme, la dette écologique de la planète (article ci-dessous) est appelée à exploser. Mais la contestation des atteintes à l'environnement ne sont pas circonscrites aux événements internationaux. Elles viennent de partout comme en Chine devenu l'un des plus grands pollueurs actuels de la planète. Dans l'empire du Milieu, les manifestations contre la pollution déroutent par leur nombre et leur ampleur. Il y a, selon des décomptes de presse, pas moins de 500 manifestations quotidiennement contre la pollution !

Il est utile de rappeler que les grandes manifestations de Tian'anmen qui se sont étalées du 15 avril au 4 juin 1989 ont ouvert la voie à des manifestations de groupes sociaux identifiés victimes des mutations économiques comme les expulsions (logements) ou les salaires impayés. Chloé Froissart, directrice du Centre franco-chinois de l'Université Tsinghua (Pékin) (Novethic) indique qu'entre 2000 et 2013, les manifestations contre la pollution ont représenté plus de la moitié des manifestations de plus de 10 000 personnes. On estime aussi qu'entre 75 000 (selon l'État) et 180 000 (selon des sources universitaires) par an le nombre de manifestations environnementales d'au moins une centaine de personnes. Cela sous un régime autoritaire dont le déploiement des forces de répression est le premier réflexe à toute contestation.

Ce qui est notable pour les observateurs est le processus de transformation des revendications relatives à l'environnement. En effet, du fameux "Not in my backyard" qu'on peut traduire par (Pas dans mon jardin) qui a dominé les premières contestations pour empêcher que des projets potentiellement polluants soient implantés dans "sa localité", les manifestations regroupent des segments diverses pour défendre l'intérêt général. "Les personnes se mobilisent en amont, de manière préventive, contre la construction d'usines chimiques, de grands projets d'infrastructures ou d'incinérateurs, à cause des risques qu'ils imaginent que ça pourrait causer en termes de santé publique et de protection du patrimoine », ajoute Chloé Froissart.

Sous l'effet conjugué de la pression extérieure et de l'importance de la donne environnementale comme la nécessité de prendre part à la lutte contre le réchauffement climatique ou, plus récemment, des résultats d'études qui chiffrent le coût de la pollution à 10% du PIB du pays du pays, la législation chinoise a considérablement évolué. Au centre des manifestations, les citoyens exigent de l'État qu'il respecte cette législation et informe sur les conséquences des projets en cours. C'est un changement qualitatif important. Pour le moment et, devant les taux de pollution de l'air importants et quotidiens dans la capitale chinoise, des "écoles-bulles" pour les nantis ont vu le jour. Dans les écoles internationales de la capitale "des dômes géants permettent de pratiquer des activités physiques". Les fils et filles d'expatriés ou issus de la bourgeoisie chinoise (qui n'ont pas pu s'installer ailleurs) peuvent se dépenser dans un environnement "purifié et filtré". Mais

jusqu'à quand ?

Chez nous, verra-t-on un jour nos émeutes récurrentes contre l'affichage des listes de distribution de logements sociaux déborder pour exiger l'arrêt des atteintes à l'environnement et le respect des nombreuses lois votées dans ce sens ? En un mot des manifestations pour l'intérêt général. Dans de telles conditions, la gouvernance ne peut se suffire durablement d'entretenir des clientèles même si nos nantis ont probablement plus d'un tour dans leur sac à l'image des nouveaux riches du pays de Mao.

R. S.